



Les lycéens ont maintenu hier les barrages filtrants devant les entrées de l'établissement. Ils devraient reprendre les cours lundi mais organiseront une manifestation mardi à 16 heures. Photo DDM

**Éducation.** Le projet de réforme de l'enseignement professionnel réunit contre elle, élèves, parents, professeurs et élus municipaux.

## Tous ensemble derrière les lycéens

Le projet de réforme de l'enseignement professionnel envisagé par le ministère de l'Éducation nationale, notamment des BEP, passe mal à Decazeville. Ce sont d'abord les lycéens qui se sont mis en grève vendredi dernier et dont le mouvement se poursuivait encore hier. Il devrait être interrompu dans sa façon actuelle lundi, mais les lycéens annoncent une manifestation pour mardi à 16 heures devant leur établissement. Une action à qui aura le soutien des élus decazeillois, des enseignants et des parents d'élèves du lycée, tous se retrouvant pour dénoncer la réforme. « C'est le milieu industriel du Bassin qui est menacé » dit même un enseignant. De quoi s'agit-il (lire aussi nos précédentes éditions) ? De remplacer les parcours BEP/bac pro en 4 ans par un bac pro en 3 ans.

« Comment, en 4 ans au lieu de 3, tous les élèves pourront-ils avoir un niveau équivalent ? Certains, une minorité, vont arriver, la majorité échouera » insiste Jean Bardou qui voit là les risques « d'une précarisation accrue ». Les enseignants contestent par ailleurs la communication de l'Inspecteur d'académie sur le sujet. « Il dit que les BEP ne seront pas supprimés, c'est un mensonge. » À Decazeville, sont concernés les BEP plasturgie et structures métalliques. Autre motif de la colère la généralisation de l'enseignement général pour les bac professionnels. « Nous aurons un seul bac pro, avec trois options : plasturgie, structures métalliques et outilliers. L'enseignement des matières générales se fera avec 35 élèves dans la classe » prévoient les professeurs, dont le nombre de postes serait ainsi réduit. « De 23

nous pourrions passer à 10 » craignent-ils. « Le lycée professionnel serait alors menacé dans son existence ».

Représentant des parents d'élèves, Jean-Claude Granier fait la comparaison avec le collège unique ; « Nous allons vers le même échec ». Et d'ajouter : « Dans cette réforme, on ne voit aucun point positif ».

Au nom des élus, Pierre Delagnes, adjoint au maire et ancien acteur de l'enseignement professionnel, dénonce une démarche technocratique qui va à l'encontre de la démarche pédagogique. « On crache sur un système qui a fait ses preuves. »

Tout le monde est persuadé que l'enseignement professionnel va payer pour les 11 200 postes qui doivent être supprimés dans le budget 2008 de l'Éducation nationale.